AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : PRE01/395/2012
16 August 2012

«Journée noire pour la justice» à Bahreïn où un militant vient d'être condamné à trois ans d'emprisonnement

Le président du Centre bahreïnite des droits humains, Nabeel Rajab, a été condamné jeudi 16 août à une peine de trois ans d'emprisonnement après avoir été reconnu coupable de participation à un « rassemblement illégal » et d'autres chefs d'accusation en lien avec une manifestation ayant eu lieu dans la capitale Manama, le 6 février 2012.

« Cette décision fait d'aujourd'hui une journée noire pour la justice à Bahreïn et incite à s'interroger sur l'indépendance des tribunaux dans ce pays », a déclaré Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Comme de nombreuses personnes à Bahreïn, Nabeel Rajab est un prisonnier d'opinion emprisonné uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. Il doit être libéré immédiatement et sa condamnation et la peine d'emprisonnement qui lui a été infligée doivent être annulées. Les autorités doivent aussi prendre des mesures pour faire en sorte que tous les défenseurs des droits humains puissent travailler sans craindre de représailles. »

« Cette décision de justice marque à tout le moins la fin de la réforme de façade à Bahreïn. Face à ces méthodes impitoyables de suppression des voix dissidentes, la communauté internationale ne peut plus se laisser conter que Bahreïn est sur la voie de la réforme. Les partenaires de Bahreïn se doivent de faire clairement savoir ceci aux autorités du pays. »

« Aussi dure et injuste que soit cette condamnation, a déclaré à Amnesty International l'épouse de Nabeel Rajab, qui se trouvait avec lui à la lecture de la décision du tribunal, elle n'est pas une surprise pour Nabeel et moi. Elle montre à quel point la justice est tendancieuse et corrompue à Bahreïn. Il n'y a pas de droits humains dans ce pays. Comme l'a dit la défense, cette condamnation est le plus grand scandale dans l'histoire de la justice de Bahreïn. »

Nabeel Rajab était l'un des organisateurs des manifestations antigouvernementales qui ont débuté en février 2011.

Il avait été arrêté le 6 juin et inculpé de diffamation à la suite de plaintes concernant un message qu'il avait posté sur le réseau social Tweeter. À la suite d'une audience le 9 juillet, il avait été placé en prison pour une période de trois mois.